

2007 FCA 410
A-579-06

2007 CAF 410
A-579-06

Attorney General of Canada (*Appellant*)

Procureur général du Canada (*appelant*)

v.

c.

Jacques Roy, in his capacity as trustee (*Respondent*)

Jacques Roy, ès qualité de syndic (*intimé*)

INDEXED AS: CANADA (ATTORNEY GENERAL) v. ROY (F.C.A.)

RÉPERTORIÉ : CANADA (PROCUREUR GÉNÉRAL) c. ROY (C.A.F.)

Federal Court of Appeal, Richard C.J., Décary and Létourneau JJ.A.—Montréal, December 13; Ottawa, December 21, 2007.

Cour d'appel fédérale, juge en chef Richard et juges Décary et Létourneau, J.C.A. — Montréal, 13 décembre; Ottawa, 21 décembre 2007.

Bankruptcy — Appeal from Federal Court decision trustee not violating Bankruptcy and Insolvency General Rules, s. 45 (prohibition from signing false, misleading documents); trustee's time sheets not estate documents within meaning of Bankruptcy and Insolvency Act, s. 26 — Cross-appeal from decision trustee violating code of ethics when exercising powers set out under Act, s. 30 without prior authorization from inspectors — Federal Court misunderstanding mens rea under Rules, s. 45 by requiring evidence trustee intended to utter false, misleading document, but committing no error with respect to time sheets, as trustee having no obligation to keep time sheets — As to cross-appeal, possible for civil and disciplinary fault to co-exist — Act, s. 14.01, conferring on Superintendent power to investigate, take measures to ensure compliance with Act, source of disciplinary fault herein — Federal Court entitled to find trustee needed inspector's authorization prior to exercising powers set out under Act, s. 30 — Appeal allowed in part; cross-appeal dismissed.

Faillite — Appel de la décision de la Cour fédérale portant que la décision du syndic n'enfreint pas l'art. 45 des Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité (interdiction de signer des documents faux ou trompeurs); les feuilles de temps du syndic ne constituent pas des documents de l'actif au sens de l'art. 26 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité — Appel incident de la décision portant que le syndic enfreint le code de déontologie lorsqu'il exerce les pouvoirs énumérés à l'art. 30 de la Loi sans obtenir le consentement préalable des inspecteurs — La Cour fédérale s'est méprise quant à la mens rea requise par l'art. 45 en exigeant la preuve que le syndic avait l'intention de confectionner un document faux ou trompeur, mais elle n'a pas commis d'erreur à l'égard des feuilles de temps puisque le syndic n'est pas contraint de tenir des feuilles de temps — Pour ce qui est de l'appel incident, les fautes civile et disciplinaire peuvent exister ensemble — L'art. 14.01 de la Loi confère au surintendant le pouvoir d'enquêter de même que celui de prendre des mesures pour assurer le respect de la Loi, la source de la faute disciplinaire en l'espèce — La Cour fédérale avait raison de conclure que le syndic devait obtenir la permission des inspecteurs avant d'exercer les pouvoirs énumérés à l'art. 30 de la Loi — Appel accueilli en partie; appel incident rejeté.

This was an appeal and a cross-appeal from a decision of the Federal Court pertaining to a trustee's actions in administering an estate. The Federal Court held that: (1) in order to establish the existence of an offence under section 45 (signing a false or misleading document) of the *Bankruptcy and Insolvency General Rules*, the signatory's *mens rea* has to be established; (2) a trustee's time sheets are not estate documents within the meaning of section 26 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*; and (3) a trustee violates the code of ethics when he does any of the things set out under section 30 of the Act without the prior authorization of the inspectors to do so.

Il s'agissait d'un appel et d'un appel incident de la décision de la Cour fédérale qui a trait aux démarches d'un syndic dans l'administration de l'actif. La Cour fédérale a statué que : 1) pour prouver l'existence d'une infraction à l'article 45 (signature d'un document faux ou trompeur) des *Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité*, il était nécessaire d'établir l'intention coupable du signataire; 2) les feuilles de temps d'un syndic ne constituent pas des documents de l'actif au sens de l'article 26 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; et 3) un syndic commet une infraction aux règles déontologiques lorsqu'il pose un des gestes énumérés à l'article 30 de la Loi, sans obtenir au préalable la permission des inspecteurs pour ce faire.

Held, the appeal should be allowed in part; the cross-appeal should be dismissed.

(1) The *mens rea* of an offence, when required, either expressly or implicitly by the wording used, varies according to the material or constituent elements of the offence. Here, the material elements of the prohibition under section 45 of the Rules are the signing of a document that the signatory knew or reasonably ought to have known was false or misleading. Section 45 establishes both a subjective test (“know”) and an objective test (“ought to know”) for determining the knowledge that the trustee has of the false or misleading nature of the document, and it is only necessary to satisfy one of those tests. The implied knowledge as a result of objective *mens rea* “is not concerned with what was actually in the accused’s mind, but with what should have been there, had the accused proceeded reasonably”. The Federal Court misunderstood the *mens rea* required under section 45 by requiring evidence that the trustee “intended to utter a false or misleading document” and thus erred in law.

(2) However, the Federal Court did not err with respect to the time sheets. In the absence of an express provision requiring it or a provision that is sufficiently explicit and unequivocal to determine that it was Parliament’s intent, it cannot be presumed that a trustee in bankruptcy has the obligation to keep time sheets under threat of disciplinary sanctions. A disciplinary offence is never presumed to exist.

(3) As to the failure to obtain the permission of the inspectors pursuant to section 30 of the Act, at civil law, such a failure engages a trustee’s personal liability should the exercise of his power prejudice a third party. This is a civil fault that does not prevent the juxtaposition of a disciplinary one. The source of the disciplinary fault herein was section 14.01 of the Act, which confers on the Superintendent the power to investigate as well as the power to take measures to ensure compliance with the Act. The Federal Court was therefore entitled to find that the trustee needed the inspectors’ permission before taking the actions at issue.

STATUTES AND REGULATIONS JUDICIALLY CONSIDERED

Bankruptcy and Insolvency Act, R.S.C., 1985, c. B-3, ss. 1 (as am. by S.C. 1992, c. 27, s. 2), 13.5 (as enacted *idem*, s. 9), 14.01 (as enacted *idem*; 1997, c. 12, s. 12), 14.03 (as enacted by S.C. 1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 14; 1999, c. 31, s. 18(E)), 18, 19 (as am. by S.C. 2004, c. 25, s. 19(F)), 26 (as am. by S.C. 1997, c. 12, s. 20; 2004, c. 25, s. 21), 30 (as am. by S.C. 1997, c. 12, s. 22(F); 2004, c. 25, s. 22), 31(1), 38(4), 39(2),(5), 117(1), 120(3) (as am. *idem*, s. 65(F)), (4), 152 (as am. by S.C. 1992, c. 1, s. 20; c. 27, s. 55).

Arrêt : l’appel doit être accueilli en partie; l’appel incident doit être rejeté.

1) La *mens rea* d’une infraction, lorsqu’elle est exigée, soit expressément, soit implicitement par les termes choisis, varie en fonction des éléments matériels ou constitutifs de cette infraction. En l’espèce, les éléments matériels de l’interdiction prévue à l’article 45 sont la signature d’un document que le signataire sait ou devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur. L’article 45 établit à la fois un test subjectif (« savoir ») et un test objectif (« devrait savoir ») pour établir la connaissance que le syndic a du caractère faux ou trompeur du document et il suffit de satisfaire l’un ou l’autre de ces deux tests. La connaissance imputée par le jeu de la responsabilité objective « n’a rien à voir avec ce qui s’est passé effectivement dans l’esprit de l’accusé, mais concerne ce qui aurait dû s’y passer si ce dernier avait agi raisonnablement ». La Cour fédérale s’est méprise quant à la *mens rea* requise par l’article 45 en exigeant la preuve que le syndic « avait l’intention de confectionner un document faux ou trompeur » et a donc commis une erreur de droit.

2) Cependant, la Cour fédérale n’a pas commis d’erreur quant aux feuilles de temps. En l’absence d’une disposition expresse qui l’exige ou d’une disposition suffisamment explicite et non équivoque pour conclure que c’était là l’intention du législateur, on ne peut présumer d’une obligation pour un syndic de faillite, sous peine de sanction disciplinaire, de conserver ses feuilles de temps. L’existence d’une infraction disciplinaire ne se présume pas.

3) Pour ce qui est du défaut d’obtenir la permission des inspecteurs en vertu de l’article 30 de la Loi, en droit civil, ce défaut engage la responsabilité personnelle du syndic si l’exercice du pouvoir résulte en un préjudice à autrui. Il s’agit d’une faute civile qui n’empêche pas la juxtaposition d’une faute disciplinaire. La source de la faute disciplinaire en l’espèce était l’article 14.01 de la Loi, qui confère au surintendant le pouvoir d’enquêter de même que celui de prendre des mesures pour assurer le respect de la Loi. La Cour fédérale a donc eu raison de conclure que le syndic devait obtenir la permission des inspecteurs avant de prendre les démarches reprochées.

LOIS ET RÈGLEMENTS CITÉS

Code criminel, L.R.C. (1985), ch. C-46, art. 366.
Loi sur la faillite et l’insolvabilité, L.R.C. (1985), ch. B-3, art. 1 (mod. par L.C. 1992, ch. 27, art. 2), 13.5 (édicte, *idem*, art. 9), 14.01 (édicte, *idem*; 1997, ch. 12, art. 12), 14.03 (édicte par L.C. 1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 14; 1999, ch. 31, art. 18(A)), 18, 19 (mod. par L.C. 2004, ch. 25, art. 19(F)), 26 (mod. par L.C. 1997, ch. 12, art. 20; 2004, ch. 25, art. 21), 30 (mod. par L.C. 1997, ch. 12, art. 22(F); 2004, ch. 25, art. 22), 31(1), 38(4), 39(2), (5), 117(1), 120(3) (mod., *idem*, art. 65(F)), (4), 152 (mod. par L.C. 1992, ch. 1, art. 20; ch. 27, art. 55).

Bankruptcy and Insolvency General Rules, C.R.C., c. 368 (as am. by SOR/98-240, s. 1), ss. 45 (as am. by SOR/2005-284, s. 4), 61 (as am. by SOR/98-240, s. 1; 2005-284, s. 6(F)), 68(1) (as am. by SOR/98-240, s. 1).
Criminal Code, R.S.C., 1985, c. C-46, s. 366.

CASES JUDICIALLY CONSIDERED

CONSIDERED

Cochard v. Cochard (2004), 7 C.B.R. (5th) 73; 2004 ABQB 439; *Bryant Isard & Co., Re* (1923), 4 C.B.R. 41; 24 O.W.N. 597 (Ont. S.C.).

REFERRED TO

Béliveau v. Barreau du Québec (1992), 101 D.L.R. (4th) 324 (Que. C.A.); *R. on the information of Mark Caswell v. Corporation of City of Sault Ste. Marie*, [1978] 2 S.C.R. 1299; (1978), 85 D.L.R. (3d) 161; 40 C.C.C. (2d) 353; 7 C.E.L.R. 53; 3 C.R. (3d) 30; 21 N.R. 295; *Lévis (City) v. Tétreault; Lévis (City) v. 2629-4470 Québec inc.*, [2006] 1 S.C.R. 420; (2006), 266 D.L.R. (4th) 165; 207 C.C.C. (3d) 1; 36 C.R. (6th) 215; 31 M.V.R. (5th) 1; 346 N.R. 331; 2006 SCC 12; *Canada (Attorney General) v. Gates*, [1995] 3 F.C. 17; (1995), 125 D.L.R. (4th) 348; 95 CLLC 210-026; 184 N.R. 236 (C.A.); *R. v. Creighton*, [1993] 3 S.C.R. 3; (1993), 105 D.L.R. (4th) 632; 83 C.C.C. (3d) 346; 23 C.R. (4th) 189; 157 N.R. 1; 65 O.A.C. 321; *Scott (Syndic de)*, [2001] J.Q. No. 8490 (Sup. Ct.) (QL); *Brosseau (Syndic) (Re)*, 2006 QCCS 5369; *Airobec inc. (Syndic de)*, 2007 QCCS 3231; *Sheriff v. Canada (Attorney General)*, [2007] 1 F.C.R. 3; (2006), 268 D.L.R. (4th) 543; 46 Admin. L.R. (4th) 174; 25 C.B.R. (5th) 204; 350 N.R. 320; 2006 FCA 139; *Howe v. Institute of Chartered Accountants of Ontario* (1994), 19 O.R. (3d) 483; 118 D.L.R. (4th) 129; 27 Admin. L.R. (2d) 118; 74 O.A.C. 26 (C.A.); *Feldman, Re* (1932), 13 C.B.R. 313 (Ont. S.C.); *Keddy Motor Inns Ltd. (Re)* (1999), 181 N.S.R. (2d) 120; 560 A.P.R. 120; 15 C.B.R. (4th) 48 (N.S.S.C.); *Brown v. Gentleman*, [1971] S.C.R. 501; (1971), 4 N.B.R. (2d) 880; 18 D.L.R. (3d) 161; 15 C.B.R. (N.S.) 274; *Cie du Trust National Ltée c. Louida Payeur Inc. (Syndic)*, [1989] R.J.Q. 1769 (C.A.); *Pratchler Agro Services Inc. (Trustee of) v. Cargill Ltd.* (1999), 11 C.B.R. (4th) 107; 183 Sask. R. 157 (Q.B.); *Canadevim ltée (Syndic de)*, [2005] J.Q. No. 12638 (Sup. Ct.) (QL); *Graphicshoppe Ltd. (Re)* (2005), 78 O.R. (3d) 401; 260 D.L.R. (4th) 713; 15 C.B.R. (5th) 207; 49 C.C.P.B. 63; 21 E.T.R. (3d) 1; 205 O.A.C. 113 (C.A.).

AUTHORS CITED

Bennett on Bankruptcy, 9th ed. Toronto: CCH Canadian, 2006.
Bilodeau, Paul-Émile. *Précis de la faillite et de l'insolvabilité*, 2nd ed. Brossard, Quebec: CCH, 2004.

Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité, C.R.C., ch. 368 (mod. par DORS/98-240, art. 1), art. 45 (mod. par DORS/2005-284, art. 4), 61 (mod. par DORS/98-240, art. 1; 2005-284, art. 6(F)), 68(1) (mod. par DORS/98-240, art. 1).

JURISPRUDENCE CITÉE

DÉCISIONS EXAMINÉES

Cochard v. Cochard (2004), 7 C.B.R. (5th) 73; 2004 ABQB 439; *Bryant Isard & Co., Re* (1923), 4 C.B.R. 41; 24 O.W.N. 597 (C.S. Ont.).

DÉCISIONS CITÉES

Béliveau c. Barreau du Québec, [1992] R.J.Q. 1822; (1992), 50 Q.A.C. 67 (C.A.); *R. sur la dénonciation de Mark Caswell c. Corporation de la ville de Sault Ste-Marie*, [1978] 2 R.C.S. 1299; *Lévis (Ville) c. Tétreault; Lévis (Ville) c. 2629-4470 Québec inc.*, [2006] 1 R.C.S. 420; 2006 CSC 12; *Canada (Procureur général) c. Gates*, [1995] 3 C.F. 17 (C.A.); *R. c. Creighton*, [1993] 3 R.C.S. 3; *Scott (Syndic de)*, [2001] J.Q. n° 8490 (C.S.) (QL); *Brosseau (Syndic) (Re)*, 2006 QCCS 5369; *Airobec inc. (Syndic de)*, 2007 QCCS 3231; *Sheriff c. Canada (Procureur général)*, [2007] 1 R.C.F. 3; 2006 CAF 139; *Howe v. Institute of Chartered Accountants of Ontario* (1994), 19 O.R. (3d) 483; 118 D.L.R. (4th) 129; 27 Admin. L.R. (2d) 118; 74 O.A.C. 26 (C.A.); *Feldman, Re* (1932), 13 C.B.R. 313 (C.S. Ont.); *Keddy Motor Inns Ltd. (Re)* (1999), 181 N.S.R. (2d) 120; 560 A.P.R. 120; 15 C.B.R. (4th) 48 (C.S. N.-É.); *Brown c. Gentleman*, [1971] R.C.S. 501; 4 R.N.-B. (2^e) 880; *Cie du Trust National Ltée c. Louida Payeur Inc. (Syndic)*, [1989] R.J.Q. 1769 (C.A.); *Pratchler Agro Services Inc. (Trustee of) v. Cargill Ltd.* (1999), 11 C.B.R. (4th) 107; 183 Sask. R. 157 (B.R.); *Canadevim ltée (Syndic de)*, [2005] J.Q. n° 12638 (C.S.) (QL); *Graphicshoppe Ltd. (Re)* (2005), 78 O.R. (3d) 401; 260 D.L.R. (4th) 713; 15 C.B.R. (5th) 207; 49 C.C.P.B. 63; 21 E.T.R. (3d) 1; 205 O.A.C. 113 (C.A.).

DOCTRINE CITÉE

Bennett on Bankruptcy, 9^e éd. Toronto : CCH Canadian, 2006.
Bilodeau, Paul-Émile. *Précis de la faillite et de l'insolvabilité*, 2^e éd. Brossard, Québec : CCH, 2004.

Bohémier, Albert. *Faillite et insolvabilité*, Vol. 1. Montréal: Thémis, 1992.

Côté-Harper, Gisèle and Jean Turgeon. *Droit pénal canadien*, 3rd ed., Supplement. Cowansville, Que.: Yvon Blais, 1994.

Directive No. 7 (Pre-1992), “Retention of Documents by the Trustee”, Issued: June 19, 1986; Reissued January 10, 1991, online: Office of the Superintendent of Bankruptcy Canada <<http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/bsf-osb.nsf/vwapj/dir7.pdf>>.

Houlden, L. W. et al. *The 2007 Annotated Bankruptcy and Insolvency Act*. Toronto: Thomson Carswell, 2006.

Létourneau, Gilles and Pierre Robert. *Code de procédure pénale du Québec annoté*, 7th ed. Montréal: Wilson & Lafleur, 2007.

Bohémier, Albert. *Faillite et insolvabilité*, tome 1. Montréal : Thémis, 1992.

Côté-Harper, Gisèle and Jean Turgeon. *Droit pénal canadien*, 3^e éd., supplément. Cowansville, Qc : Yvon Blais, 1994.

Directive No. 7 (Pré-1992), « Rétention de documents par le syndic », émise : le 19 juin 1986; émise de nouveau : le 10 janvier 1991, en ligne : Bureau du surintendant des faillites Canada <<http://strategis.ic.gc.ca/epic/site/bsf-osb.nsf/vwapj/dir7.pdf>>.

Houlden, L. W. et al. *The 2007 Annotated Bankruptcy and Insolvency Act*. Toronto : Thomson Carswell, 2006.

Létourneau, Gilles et Pierre Robert. *Code de procédure pénale du Québec annoté*, 7^e éd. Montréal : Wilson & Lafleur, 2007.

APPEAL and CROSS-APPEAL from a decision of the Federal Court ((2006), 37 C.B.R. (5th) 133; 311 F.T.R. 1; 2006 FC 1387) dismissing an application for judicial review pertaining to the actions of a trustee and involving, *inter alia*, section 45 of the *Bankruptcy and Insolvency General Rules*, and sections 26 and 30 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. Appeal allowed in part; cross-appeal dismissed.

APPEL et APPEL INCIDENT de la décision de la Cour fédérale (2006 CF 1387) rejetant une demande de contrôle judiciaire ayant trait aux démarches d’un syndic et mettant en cause, entre autres, l’article 45 des *Règles générales sur la faillite et l’insolvabilité*, ainsi que les articles 26 et 30 de la *Loi sur la faillite et l’insolvabilité*. Appel accueilli en partie; appel incident rejeté.

APPEARANCES:

Bernard Letarte and Vincent Veilleux for appellant.
Jean-Philippe Gervais for respondent.

SOLICITORS OF RECORD:

Deputy Attorney General of Canada for appellant.
Gervais & Gervais, s.e.n.c., Montréal, for respondent

The following is the English version of the reasons for judgment rendered by

LÉTOURNEAU J.A.:

Appeal, cross-appeal and issues

[1] The appellant is challenging a decision of Mr. Justice Simon Noël of the Federal Court (reported at (2006), 37 C.B.R. (5th) 133 (F.C.)) in which the Judge dismissed two of the claims submitted by the appellant for judicial review. He alleges the following:

(a) the Judge erred in law in determining that in order to establish the existence of an offence under section 45 [as

ONT COMPARU :

Bernard Letarte et Vincent Veilleux pour l’appellant.
Jean-Philippe Gervais pour l’intimé.

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Le sous-procureur général du Canada pour l’appellant.
Gervais & Gervais, s.e.n.c., Montréal, pour l’intimé.

Voici les motifs du jugement rendu en français par

LE JUGE LÉTOURNEAU, J.C.A. :

Appel, appel incident et questions en litige

[1] L’appellant s’en prend à une décision du juge Simon Noël de la Cour fédérale (rapportée à 2006 CF 1387) au terme de laquelle le juge a rejeté deux des revendications que l’appellant soumettait par voie de contrôle judiciaire. Il formule les reproches suivants :

a) le juge a commis une erreur de droit en concluant qu’afin de prouver l’existence d’une infraction à

am. by SOR/2005-284, s. 4] of the *Bankruptcy and Insolvency General Rules*, C.R.C., c. 368 [as am. by SOR/98-240, s. 1] (Rules), i.e. signing a false or misleading document, the signatory's *mens rea* had to be established; and

(b) the Judge erred in law in determining that a trustee's time sheets are not estate documents within the meaning of section 26 [as am. by S.C. 1997, c. 12, s. 20; 2004, c. 25, s. 21] of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C., 1985, c. B-3 [s. 1 (as am. by S.C. 1992, c. 27, s. 2)] (Act).

[2] On the other hand, the respondent is appealing the part of the Judge's decision stating that a trustee in bankruptcy violates the code of ethics he does any of the things set out under section 30 [as am. by S.C. 1997, c. 12, s. 22(F); 2004, c. 25, s. 22] of the Act without the prior authorization of the inspectors to do so. The respondent views this as an error in law by the Judge.

The relevant statutory and regulatory provisions

[3] Before summarizing the Judge's decision on these points, it is important to refer to the relevant statutory and regulatory provisions to better grasp the Judge's statements and then, the parties' arguments:

Act [ss. 13.5 (as enacted by S.C. 1992, c. 27, s. 9), 14.01 (as enacted *idem*; 1997, c. 12, s. 12), 19 (as am. by S.C. 2004, c. 25, s. 19(F)), 120(3) (as am. *idem*, s. 65(F))]

13.5 A trustee shall comply with such code of ethics respecting the conduct of trustees as may be prescribed.

...

14.01 (1) Where, after making or causing to be made an investigation into the conduct of a trustee, it appears to the Superintendent that

(a) a trustee has not properly performed the duties of a trustee or has been guilty of any improper management of an estate,

(b) a trustee has not fully complied with this Act, the General Rules, directives of the Superintendent or any law with regard to the proper administration of any estate, or...

l'article 45 [mod. par DORS/2005-284, art. 4] des *Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité*, C.R.C., ch. 368 [mod. par DORS/98-240, art. 1] (Règles), soit la signature d'un document faux ou trompeur, il était nécessaire d'établir l'intention coupable du signataire; et

b) le juge a commis une erreur de droit en concluant que les feuilles de temps d'un syndic ne constituent pas des documents de l'actif au sens de l'article 26 [mod. par L.C. 1997, ch. 12, art. 20; 2004, ch. 25, art. 21] de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985), ch. B-3 [art. 1 (mod. par L.C. 1992, ch. 27, art. 2)] (Loi).

[2] Pour sa part, l'intimé interjette appel de cette partie de la décision du juge qui affirme qu'un syndic de faillite commet une infraction aux règles déontologiques lorsqu'il pose un des gestes énumérés à l'article 30 [mod. par L.C. 1997, ch. 12, art. 22(F); 2004, ch. 25, art. 22] de la Loi, sans obtenir au préalable la permission des inspecteurs pour ce faire. Il y voit là une erreur de droit de la part du juge.

Les dispositions législatives et réglementaires pertinentes

[3] Avant de résumer sur ces points la décision du juge, il importe de reproduire les dispositions législatives et réglementaires pertinentes pour mieux saisir les énoncés du juge et, par la suite, les prétentions des parties :

Loi [art. 13.5 (édicte par L.C. 1992, ch. 27, art. 9), 14.01 (édicte, *idem*; 1997, ch. 12, art. 12), 19 (mod. par L.C. 2004, ch. 25, art. 19(F)), 120(3) (mod., *idem*, art. 65(F))]

13.5 Les syndics sont tenus de se conformer aux codes de déontologie régissant leur conduite qui peuvent être prescrits.

[...]

14.01 (1) Après avoir tenu ou fait tenir une enquête sur la conduite du syndic, le surintendant peut prendre l'une ou plusieurs des mesures énumérées ci-après, soit lorsque le syndic ne remplit pas adéquatement ses fonctions ou a été reconnu coupable de mauvaise administration de l'actif, soit lorsqu'il n'a pas observé la présente loi, les Règles générales, les instructions du surintendant ou toute autre règle de droit relative à la bonne administration de l'actif [...]

...

[...]

19. (1) The trustee may prior to the first meeting of creditors obtain such legal advice and take such court proceedings as he may consider necessary for the recovery or protection of the property of the bankrupt.

19. (1) Le syndic peut, antérieurement à la première assemblée des créanciers, obtenir un avis juridique et prendre les procédures judiciaires qu'il peut juger nécessaires pour recouvrer ou protéger les biens du failli.

(2) In the case of an emergency where the necessary authority cannot be obtained from the inspectors in time to take appropriate action, the trustee may obtain such legal advice and institute such legal proceedings and take such action as he may deem necessary in the interests of the estate of the bankrupt.

(2) Dans un cas d'urgence où il est impossible d'obtenir des inspecteurs, en temps utile, l'autorisation requise pour prendre les mesures qui s'imposent, le syndic peut obtenir l'opinion d'un conseiller juridique, intenter les procédures judiciaires et prendre les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de l'actif.

...

[...]

26. (1) The trustee shall keep proper books and records of the administration of each estate to which he is appointed, in which shall be entered a record of all moneys received or disbursed by him, a list of all creditors filing claims, the amount and disposition of those claims, a copy of all notices sent out, the original signed copy of all minutes, proceedings had, and resolutions passed at any meeting of creditors or inspectors, court orders and all such other matters or proceedings as may be necessary to give a complete account of his administration of the estate.

26. (1) Le syndic tient des livres et registres convenables de l'administration de chaque actif auquel il est commis, dans lesquels sont inscrits tous les montants d'argent reçus ou payés par lui, une liste de tous les créanciers produisant des réclamations, en indiquant le montant de ces dernières et comment il en a été disposé, ainsi qu'une copie de tous les avis expédiés et le texte original et signé de tout procès-verbal, de toutes procédures entamées et résolutions adoptées à une assemblée de créanciers ou d'inspecteurs, de toutes les ordonnances du tribunal et toutes autres matières ou procédures qui peuvent être nécessaires pour fournir un aperçu complet de son administration de l'actif.

(2) The estate books, records and documents relating to the administration of an estate are deemed to be the property of the estate, and, in the event of any change of trustee, shall forthwith be delivered to the substituted trustee.

(2) Les livres, registres et documents de l'actif concernant l'administration d'un actif sont considérés comme étant la propriété de l'actif et, advenant un changement de syndic, ils sont immédiatement remis au syndic substitué.

...

[...]

30. (1) The trustee may, with the permission of the inspectors, do all or any of the following things:

30. (1) Avec la permission des inspecteurs, le syndic peut :

(a) sell or otherwise dispose of for such price or other consideration as the inspectors may approve all or any part of the property of the bankrupt, including the goodwill of the business, if any, and the book debts due or growing due to the bankrupt, by tender, public auction or private contract, with power to transfer the whole thereof to any person or company, or to sell the same in parcels;

a) vendre ou autrement aliéner, à tel prix ou moyennant telle autre contrepartie que peuvent approuver les inspecteurs, tous les biens ou une partie des biens du failli, y compris l'achalandage, s'il en est, ainsi que les créances comptables échues ou à échoir au crédit du failli, par soumission, par enchère publique ou de gré à gré, avec pouvoir de transférer la totalité de ces biens et créances à une personne ou à une compagnie, ou de les vendre par lots;

(b) lease any real property or immovable;

b) donner à bail des immeubles ou des biens réels;

(c) carry on the business of the bankrupt, in so far as may be necessary for the beneficial administration of the estate of the bankrupt;

c) continuer le commerce du failli, dans la mesure où la chose peut être nécessaire pour la liquidation avantageuse de l'actif;

(d) bring, institute or defend any action or other legal proceeding relating to the property of the bankrupt;

d) intenter ou contester toute action ou autre procédure judiciaire se rapportant aux biens du failli;

(e) employ a barrister or solicitor or, in the Province of Quebec, an advocate, or employ any other representative, to take any proceedings or do any business that may be sanctioned by the inspectors;

(f) accept as the consideration for the sale of any property of the bankrupt a sum of money payable at a future time, subject to such stipulations as to security and otherwise as the inspectors think fit;

(g) incur obligations, borrow money and give security on any property of the bankrupt by mortgage, hypothec, charge, lien, assignment, pledge or otherwise, such obligations and money borrowed to be discharged or repaid with interest out of the property of the bankrupt in priority to the claims of the creditors;

(h) compromise and settle any debts owing to the bankrupt;

(i) compromise any claim made by or against the estate;

(j) divide in its existing form among the creditors, according to its estimated value, any property that from its peculiar nature or other special circumstances cannot be readily or advantageously sold;

(k) elect to retain for the whole part of its unexpired term, or to assign, surrender, disclaim or resiliate any lease of, or other temporary interest or right in, any property of the bankrupt; and

(l) appoint the bankrupt to aid in administering the estate of the bankrupt in such manner and on such terms as the inspectors may direct.

(2) The permission given for the purposes of subsection (1) is not a general permission to do all or any of the things mentioned in that subsection, but is only a permission to do the particular thing or things or class of thing or things that the permission specifies.

31. (1) With the permission of the court, an interim receiver or a trustee, prior to the appointment of inspectors, may make necessary or advisable advances, incur obligations, borrow money and give security on the property of the debtor in such amounts, on such terms and on such property as may be authorized by the court and those advances, obligations and money borrowed shall be repaid out of the property of the debtor in priority to the claims of the creditors.

...

38. (1) ...

(4) Where, before an order is made under subsection (1), the trustee, with the permission of the inspectors, signifies to the court his readiness to institute the proceeding for the benefit of the creditors, the order shall fix the time within which he shall

e) employer un avocat ou autre représentant pour engager des procédures ou pour entreprendre toute affaire que les inspecteurs peuvent approuver;

f) accepter comme contrepartie pour la vente de tout bien du failli une somme d'argent payable à une date future, sous réserve des stipulations que les inspecteurs jugent convenables quant à la garantie ou à d'autres égards;

g) contracter des obligations, emprunter de l'argent et fournir des garanties sur tout bien du failli par voie d'hypothèque, de charge, de privilège, de cession, de nantissement ou autrement, telles obligations devant être libérées et tel argent emprunté devant être remboursé avec intérêt sur les biens du failli, avec priorité sur les réclamations des créanciers;

h) transiger sur toute dette due au failli et la régler;

i) transiger sur toute réclamation faite par ou contre l'actif;

j) partager en nature, parmi les créanciers et selon sa valeur estimative, un bien qui, à cause de sa nature particulière ou d'autres circonstances spéciales, ne peut être promptement ni avantageusement vendu;

k) décider de retenir, durant la totalité ou durant une partie de la période restant à courir, ou de céder, abandonner ou résilier tout bail ou autre droit ou intérêt provisoire se rattachant à un bien du failli;

l) nommer le failli pour aider à l'administration de l'actif de la manière et aux conditions que les inspecteurs peuvent ordonner.

(2) La permission n'est pas une permission générale visant tous les pouvoirs mentionnés, mais est restreinte à un ou plusieurs pouvoirs précisés, ou à une catégorie de pouvoirs précisés.

31. (1) Avec la permission du tribunal, un séquestre intérimaire ou un syndic, avant la nomination d'inspecteurs, peut consentir des avances nécessaires ou opportunes, contracter des obligations, emprunter de l'argent et donner une garantie sur les biens du débiteur aux montants, selon les conditions et sur les biens que le tribunal autorise. Ces avances, obligations et emprunts sont remboursés sur les biens du débiteur et ont priorité sur les réclamations des créanciers.

[...]

38. (1) [...]

(4) Lorsque, avant qu'une ordonnance soit rendue en vertu du paragraphe (1), le syndic, avec la permission des inspecteurs, déclare au tribunal qu'il est prêt à intenter les procédures au profit des créanciers, l'ordonnance doit prescrire

do so, and in that case the benefit derived from the proceeding, if instituted within the time so fixed, belongs to the estate.

...

117. (1) The trustee may call a meeting of inspectors when he deems it advisable and he shall do so when requested in writing by a majority of the inspectors.

...

120. (1) ...

(3) The inspectors shall from time to time verify the bank balance of the estate, examine the trustee's accounts and inquire into the adequacy of the security filed by the trustee and, subject to subsection (4), shall approve the trustee's final statement of receipts and disbursements, dividend sheet and disposition of unrealized property.

(4) Before approving the final statement of receipts and disbursements of the trustee, the inspectors shall satisfy themselves that all the property has been accounted for and that the administration of the estate has been completed as far as can reasonably be done and shall determine whether or not the disbursements and expenses incurred are proper and have been duly authorized, and the fees and remuneration just and reasonable in the circumstances. [Emphasis added.]

Rules [s. 61 (as am. by SOR/98-240, s. 1; 2005-284, s. 6(F)), 68(1) (as am. by SOR/98-240, s. 1)]

45. Trustees shall not sign any document, including a letter, report, statement, representation or financial statement that they know, or reasonably ought to know, is false or misleading, and shall not associate themselves with such a document in any way, including by adding a disclaimer of responsibility after their signature.

...

61. [section 64 prior to the 1998 amendments] (1) An application of a trustee for discharge must

(a) be made in prescribed form; and

(b) be accompanied by a copy of the notice of final dividend and application for discharge of trustee, a copy of the final statement of receipts and disbursements as taxed, both in prescribed form, and a dividend sheet.

(2) At the time of discharge, the trustee must satisfy the court that

(a) the statements made in connection with the discharge are true;

le délai qui lui est imparti pour ce faire, et dans ce cas le profit résultant des procédures, si elles sont intentées dans le délai ainsi prescrit, appartient à l'actif.

[...]

117. (1) Le syndic peut convoquer une assemblée des inspecteurs lorsqu'il l'estime utile, et il doit le faire lorsque la majorité des inspecteurs l'en requiert par écrit.

[...]

120. (1) [...]

(3) Les inspecteurs vérifient le solde en banque de l'actif, examinent ses comptes, s'enquêtent de la suffisance de la garantie fournie par le syndic et, sous réserve du paragraphe (4), approuvent l'état définitif des recettes et des débours préparé par le syndic, le bordereau de dividende et la disposition des biens non réalisés.

(4) Avant d'approuver l'état définitif des recettes et des débours du syndic, les inspecteurs doivent s'assurer eux-mêmes qu'il a été rendu compte de tous les biens et que l'administration de l'actif a été complétée, dans la mesure où il est raisonnablement possible de le faire, et doivent établir si les débours et dépenses subis sont appropriés ou non et ont été dûment autorisés et si les honoraires et la rémunération sont justes et raisonnables en l'occurrence. [Je souligne.]

Règles [art. 61 (mod. par DORS/98-240, art. 1; 2005-284, art. 6(F)), 68(1) (mod. par DORS/98-240, art. 1)]

45. Le syndic ne signe aucun document, notamment une lettre, un rapport, une déclaration, un exposé et un état financier, qu'il sait ou devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur, ni ne s'associe de quelque manière à un tel document, y compris en y joignant sous sa signature un déni de responsabilité.

[...]

61. [l'article 64 avant les modifications de 1998] (1) La demande de libération du syndic:

a) est établie en la forme prescrite;

b) est accompagnée d'une copie de l'avis de dividende définitif et de demande de libération du syndic et d'une copie de l'état définitif des recettes et des débours taxés, lesquels sont en la forme prescrite, ainsi que du bordereau de dividende.

(2) Au moment de sa libération, le syndic démontre au tribunal qu'il a rempli les conditions suivantes :

a) les déclarations relatives à sa libération sont vraies;

(b) the final statement of receipts and disbursements is an accurate and correct statement of the administration of the estate, and has been approved by the inspectors and taxed by the court;

(c) every disbursement included in the final statement of receipts and disbursements is accurate and proper;

(d) all the property of the bankrupt for which the trustee was accountable has been sold, realized or disposed of in the manner described in the final statement of receipts and disbursements;

(e) every claim subject to a dividend was properly examined and that

(i) to the best of the trustee's knowledge, the dividend sheet presented to the court contains a true and correct list of the claims of creditors entitled to share in the estate,

(ii) all payments shown on the dividend sheet have been duly made, and

(iii) unclaimed dividends and undistributed funds have been forwarded to the Superintendent by the trustee in accordance with subsection 154(1) of the Act;

(f) the trustee has not received, does not expect to receive, and has not been promised, any remuneration or consideration other than as shown in the final statement of receipts and disbursements;

(g) the trustee has complied with subsection 170(2) of the Act; and

(h) the final statement of receipts and disbursements, the dividend sheet and the notice of application for discharge of trustee have been sent to the registrar, the Division Office, the bankrupt and every creditor whose claim has been proved.

...

68. (1) [paragraph 65(1) prior to the 1998 amendments] Unless the court orders otherwise, a trustee shall keep, for at least four years after the date of the trustee's discharge, the books, records and documents relating to the administration of that estate. [Emphasis added.]

Directive [Office of the Superintendent of Bankruptcy Canada, Directive No. 7 (Pre-1992), "Retention of Documents by the Trustee", Issued: June 19, 1986; Reissued: January 10, 1991]

Directive No. 7 (Pre-1992)

b) l'état définitif des recettes et des débours constitue un état exact et fidèle de l'administration de l'actif et a été approuvé par les inspecteurs et taxé par le tribunal;

c) les débours indiqués dans cet état sont exacts et justifiables;

d) les biens du failli dont il était responsable ont été vendus, réalisés ou disposés de la manière indiquée dans cet état;

e) les réclamations ayant fait l'objet d'un dividende ont été dûment examinées et :

(i) pour autant qu'il sache, le bordereau de dividende soumis au tribunal donne une liste véridique et fidèle des réclamations des créanciers ayant droit à une partie de l'actif,

(ii) les paiements mentionnés dans ce bordereau ont été dûment effectués,

(iii) il a fait parvenir les dividendes non réclamés et les fonds non distribués au surintendant conformément au paragraphe 154(1) de la Loi;

f) il n'a reçu ni ne compte recevoir et il ne lui a été promis aucune rémunération ou rétribution autre que celle figurant sur l'état définitif des recettes et des débours;

g) il s'est conformé au paragraphe 170(2) de la Loi;

h) l'état définitif des recettes et des débours, le bordereau de dividende et l'avis de demande de libération du syndic ont été envoyés au registraire, au bureau de division, au failli et à chaque créancier dont la réclamation a été prouvée.

[...]

68. (1) [le paragraphe 65(1) avant les modifications de 1998] Sauf ordonnance contraire du tribunal, le syndic conserve pendant au moins les quatre ans suivant la date de sa libération les livres, registres et documents concernant l'administration de l'actif. [Je souligne.]

Directive [Bureau du surintendant des faillites Canada, Directive No. 7 (Pré-1992), « Rétention de documents par le syndic », émise : le 19 juin 1986; émise de nouveau : le 10 janvier 1991]

Directive No. 7 (Pré-1992)

Retention of Documents by the Trustee

...

Books, Records and Documents relating to the Administration of the Estate

5. The books, records and documents pertaining to the administration of the estate referred to in *subsection 26(2)* of the Act are the documents generated for or by the trustee reflecting his decisions and actions in the administration (trustee's own administration file).

6. This will generally involve the proofs of claims, the various notices to creditors, reports to creditors, the Court and the Superintendent, the correspondence, petitions and court orders, all minutes of meetings, the banking records and the accounting records showing the receipts and disbursements of the funds as well as the supporting documents for the various disbursements.

Summary of the Judge's decision

[4] Relying on the definitions of the words "false" and "misleading" in French and English dictionaries, the Judge determined at paragraphs 35 and 36 of the reasons of the decision, that intent is implied by the words "false" and "misleading."

[5] The substance of his determination is found at paragraphs 39 and 40 of his reasons. This was intended to respond to the appellant's arguments, which are found at paragraph 38. I refer to these three paragraphs because they are at the heart of my subsequent analysis of the Judge's finding:

Counsel for the Attorney General argued that the use of the words "that they know, or reasonably ought to know, is false or misleading" (in French: "qu'il sait ou devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur") does not require evidence of an intent to mislead by the signatory. In their view, if a reasonable person ought to have known that the document was false or misleading, the Rule has been broken, regardless of whether or not an actual intention to mislead has been proven. This is an objective test that does not consider the actual intention of the person in question. [Emphasis in original.]

According to my reading of the Rule, the trustee must have knowledge that the document signed is false or misleading. The wording of the Rule links the trustee with the verb *to know* or *reasonably ought to know*, with respect to the document's false or misleading nature. The adjectives "false" or "misleading" connote the intentional element of the knowledge that one actually has or reasonably ought to have with regard to the

Rétention de documents par le syndic

[...]

Livres, registres et documents concernant l'administration d'un actif

5. Les livres, registres et documents de l'actif concernant l'administration d'un actif mentionnés au *paragraphe 26(2)* de la Loi sont les documents produits pour ou par le syndic durant sa propre administration pour justifier ses décisions et démarches (le dossier d'administration du syndic).

6. Ceci consistera généralement en preuves de réclamations, avis divers aux créanciers, multiples rapports aux créanciers, au tribunal et au surintendant, la correspondance, les requêtes et les ordonnances, tous les procès-verbaux d'assemblées, les effets bancaires et les relevés comptables démontrant les entrées et dispositions de fonds ainsi que les pièces justificatives pour les divers déboursés.

Résumé de la décision du juge

[4] S'inspirant des définitions des mots « faux » et « trompeur » dans des dictionnaires français et anglais, le juge a conclu, aux paragraphes 35 et 36 des motifs de sa décision, que les mots « faux » et « trompeur » sous-entendent l'intention.

[5] L'essence de sa conclusion se retrouve aux paragraphes 39 et 40 de ses motifs. Elle se veut une réponse aux arguments de l'appelant que l'on retrouve au paragraphe 38. Je reproduis ces trois paragraphes car ils seront au cœur de mon analyse subséquente de la conclusion du juge :

Les avocats du Procureur général prétendent que l'emploi des mots dans la Règle 45 « qu'il sait ou devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur » (en anglais « that they know or reasonably ought to know, is false or misleading ») n'exige pas la démonstration d'une intention de tromper pour le signataire du document. Pour eux, si une personne raisonnable aurait dû savoir que le document était faux ou trompeur, il y a contravention et ce, que l'on ait ou non démontré une intention réelle de tromper. Il s'agit d'un test objectif sans égard à l'intention réelle de la personne en cause. [Souligné dans l'original.]

Ma lecture de la Règle me permet de constater que le syndic doit avoir une connaissance que le document signé est faux ou trompeur. Le libellé de la Règle lie le syndic avec le verbe savoir ou devrait raisonnablement savoir que le document est faux ou trompeur. L'adjectif « faux » ou « trompeur » sous-entend l'élément d'intention de savoir ou de devoir raisonnablement savoir que le document est faux ou trompeur.

document's false or misleading nature. I do not see how the words "reasonably ought to know is false or misleading" can in themselves operate to set aside the trustee's knowledge and instead establish an objective test. The trustee's intent in signing a document that he knows or reasonably ought to know is false or misleading seems to me to be an essential element in determining whether or not the disciplinary breach is well founded, based on the wording of Rule 45.

The delegate's conclusion that Rule 45 includes the guilty intent to associate oneself with a false or misleading document is correct. His conclusion to the effect that there is no evidence on record showing that the trustee intended to utter a false or misleading document is not put in doubt. It is consistent with the applicable law and is correct. [Italics in original; underlining added.]

[6] The Judge's reasoning regarding the legal status of a trustee's time sheets appears at paragraphs 68 to 80 of his reasons. In essence, he states that in his view the words "estate documents" of section 26 of the Act did not include the trustee's time sheets. He viewed these documents as "personal documents used to calculate, if necessary, fees for an eventual assessment or a request for a special fee": paragraph 77 of his reasons for decision.

[7] Finally, in regard to section 30 of the Act, authorizing a trustee to do a certain number of things with the permission of the inspectors, the Judge used other provisions of the Act, *inter alia* sections 19, 31, 38 and 117, to establish that the role played by the inspectors is not merely a figurative one. Their presence and their prior acquiescence to certain things that may be done by a trustee are intended to ensure a sound administration of the estate for the creditors' benefit.

[8] While recognizing consistent case law to the effect that a third party should not be prejudiced by something done by a trustee without the inspectors' permission, he determined—and I phrase this in my own words—that from a disciplinary point of view, a trustee cannot ignore the inspectors, act alone and ignore the imperative provisions of the Act with impunity: see paragraphs 61 to 66 of his reasons.

[9] I will therefore now address, in order, the two grounds of the principal appeal and that of the cross-appeal.

Je ne vois pas en quoi les mots « devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur » peuvent en soi éliminer la connaissance du syndic de savoir ou de devoir raisonnablement savoir lorsqu'il signe un document faux ou trompeur m'apparaît être un élément essentiel permettant de conclure ou non au bien-fondé du manquement disciplinaire suivant le libellé de la Règle 45.

La conclusion à laquelle le délégué en est arrivé, soit que la Règle 45 inclut l'intention coupable d'être associé à un document faux ou trompeur, est correcte. Sa conclusion à l'effet qu'il n'y a pas de preuve au dossier que le syndic avait l'intention de confectionner un document faux ou trompeur n'est pas remise en question. Elle est conforme au droit applicable et elle est correcte. [Soulignement ajouté.]

[6] Le raisonnement du juge quant au statut légal des feuilles de temps d'un syndic apparaît aux paragraphes 68 à 80 de ses motifs. Essentiellement, il s'est dit d'avis que les termes « documents de l'actif » de l'article 26 de la Loi ne permettaient pas d'y inclure les feuilles de temps du syndic. Il a vu dans ces documents des « documents personnels préparés dans le but de pouvoir chiffrer, s'il y a lieu, ses honoraires pour les fins de la taxation éventuelle ou encore d'une demande d'honoraire spéciale » : paragraphe 77 des motifs de sa décision.

[7] Enfin, en ce qui a trait à l'article 30 de la Loi qui autorise un syndic à poser un certain nombre d'actes avec la permission des inspecteurs, le juge s'est servi d'autres dispositions de la Loi, notamment les articles 19, 31, 38 et 117, pour établir que le rôle que jouent les inspecteurs n'en est pas un simplement figuratif. Leur présence et leur acquiescement préalable à certains actes que peut poser un syndic visent à assurer une protection et une saine administration de l'actif au profit des créanciers.

[8] Tout en reconnaissant une jurisprudence constante voulant qu'un tiers ne soit pas préjudicié par un geste posé par un syndic sans la permission des inspecteurs, il a conclu, et je le dis en mes termes, qu'un syndic ne saurait, au plan disciplinaire, ignorer les inspecteurs, faire cavalier seul et faire impunément fi des dispositions impératives de la Loi : voir les paragraphes 61 à 66 de ses motifs.

[9] J'aborde donc maintenant dans l'ordre les deux motifs de l'appel principal et celui de l'appel incident.

Analysis of the Judge's decision and the grounds of the principal appeal

(a) the Judge's alleged error regarding the *mens rea* of the prohibition to sign a false or misleading document

[10] I have already set out the appellant's position regarding the prohibition contained in section 45 [of the Rules]: the signatory's liability is engaged if he knows or reasonably ought to know that the document he is signing is false or misleading.

[11] Naturally, the respondent supports the Judge's decision. He refers to ample case law bearing on the forging and use of false documents. I will return to this point later. But first, it would not be inappropriate to refer to certain principles of criminal and disciplinary liability. That said, I am well aware that disciplinary law is *sui generis* and that the principles of criminal law do not all apply to it: see *Béliveau v. Barreau du Québec* (1992), 101 D.L.R. (4th) 324 (Que. C.A.), Gilles Létourneau and Pierre Robert, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, 7th ed., Wilson & Lafleur, 2007, at pages 8 and 9, for a description of certain differences between the two laws. However, there are similarities and overlapping elements in terms of the fault required for a finding of guilt.

[12] Except for strict liability offences, where merely committing the act gives rise to liability, the act must be accompanied by either an objective fault or an element of moral culpability, termed subjective fault, i.e. *mens rea*: *R. on the information of Mark Caswell v. Corporation of City of Sault Ste. Marie*, [1978] 2 S.C.R. 1299; *Lévis (City) v. Tétreault*; *Lévis (City) v. 2629-4470 Québec inc.*, [2006] 1 S.C.R. 420. In the case of disciplinary law, this would be a professional or disciplinary fault which may be subjective or objective: see *Béliveau* and Létourneau and Robert.

[13] The *mens rea* of an offence, when required, either expressly or implicitly by the wording used, varies according to the material or constituent elements of this offence, i.e. of the *actus reus*. In the case of an offence made up of several material elements, the *mens rea* will be in various forms, adapted to each of the material

Analyse de la décision du juge et des motifs de l'appel principal

a) l'erreur alléguée du juge quant à la *mens rea* de l'interdiction de signer un document faux ou trompeur

[10] J'ai déjà évoqué précédemment la position de l'appelant quant à l'interdiction contenue à l'article 45 [des Règles] : la responsabilité du signataire est engagée s'il sait ou devrait raisonnablement savoir que le document qu'il signe est faux ou trompeur.

[11] Naturellement, l'intimé supporte la décision du juge. Il cite une jurisprudence abondante portant sur la fabrication et l'usage de faux documents. J'y reviendrai plus loin. Mais auparavant il n'est pas inapproprié de rappeler certains principes de la responsabilité pénale et disciplinaire. Ceci dit, je suis bien conscient que le droit disciplinaire est un droit *sui generis* et que l'ensemble des principes du droit pénal n'y sont pas applicables : voir *Béliveau c. Barreau du Québec*, [1992] R.J.Q. 1822 (C.A.), Gilles Létourneau et Pierre Robert, *Code de procédure pénale du Québec annoté*, 7^e éd., Wilson & Lafleur, 2007, aux pages 8 et 9 pour un énoncé de certaines différences entre les deux droits. Cependant, il existe des rapprochements et des chevauchements au niveau de la faute requise pour l'enregistrement d'une déclaration de culpabilité.

[12] Sauf pour les infractions de responsabilité absolue où la seule commission de l'acte est génératrice de responsabilité, il faut que le geste posé soit accompagné ou d'une faute objective ou d'un élément de culpabilité morale dite faute subjective, c.-à-d. d'une *mens rea* : *R. sur la dénonciation de Mark Caswell c. Corporation de la ville de Sault Ste-Marie*, [1978] 2 R.C.S. 1299; *Lévis (Ville) c. Tétreault*; *Lévis (Ville) c. 2629-4470 Québec inc.*, [2006] 1 R.C.S. 420. Dans le cas du droit disciplinaire, on parle d'une faute professionnelle ou disciplinaire qui peut être subjective ou objective : voir *Béliveau* et Létourneau et Robert.

[13] La *mens rea* d'une infraction, lorsqu'elle est exigée, soit expressément, soit implicitement par les termes choisis, varie en fonction des éléments matériels ou constitutifs de cette infraction, c.-à-d. de l'*actus reus*. Dans le cas d'une infraction composée de plusieurs éléments matériels, la *mens rea* prendra des formes

elements. Two examples borrowed from the criminal law for the purposes of the case will be sufficient to illustrate the operation of the relationship between these two concepts. I retained one as a second that can be likened to the prohibition of section 45, but is different and lends a better understanding of its scope.

[14] Therefore, a charge of possession of drugs with the intent to traffic requires evidence, in terms of *mens rea*, that the possessor had knowledge of the nature of the substance in his possession and that the possessor intended to traffic that substance.

[15] Forging a false document, prohibited by section 366 of the *Criminal Code* [R.S.C., 1985, c. C-46], occurs when a person “makes a false document, knowing it to be false, with intent”, for example, “that it . . . be used . . . as genuine, to the prejudice of any one”. This Code offence indicates, like the previous example, the need to establish double *mens rea*: first, the knowledge that the document is false and second, intent as to the use of this document.

[16] In the case before us, the material elements of the prohibition under section 45 are simple, namely the signing of a document that the signatory knew or reasonably ought to have known was false or misleading. The prohibition requires *mens rea* of knowledge regarding the false or misleading nature of the document, no more. It is limited, in regard to its material elements, to the mere fact and act of signing such a document. Contrary to the belief of the Judge and the delegate who first decided the issue, section 45 does not create an offence of forgery of a false document with the intent to use it to the prejudice of any one. The false document may have been forged by someone else. This section condemns the trustee for a disciplinary wrong, not a criminal wrong, for having signed it.

[17] The Judge’s misunderstanding of the nature of the prohibition inexorably led him to misunderstand the *mens rea* required under section 45 by requiring evidence that the trustee “intended to utter a false or misleading document”: see paragraph 40 of his reasons.

diverses, adaptées à chacun de ces éléments matériels. Deux exemples empruntés au droit criminel pour le besoin de la cause suffiront à illustrer le fonctionnement de la relation entre ces deux concepts. J’en ai retenu un comme deuxième qui s’apparente à l’interdiction de l’article 45, mais qui est différent et qui permet de mieux comprendre la teneur de celle-ci.

[14] Ainsi, une accusation de possession de stupéfiants dans le but d’en faire le trafic requiert au niveau de la *mens rea* une preuve que le possesseur à la fois connaissait la nature de la substance possédée et qu’il avait l’intention de trafiquer cette substance.

[15] La fabrication d’un faux document, interdite par l’article 366 du *Code criminel* [L.R.C. (1985), ch. C-46], survient lorsqu’une personne « fait un faux document le sachant faux, avec l’intention », par exemple, « qu’il soit employé [...] comme authentique, au préjudice de quelqu’un ». Il ressort de ce texte d’incrimination, à l’instar de l’exemple précédent, la nécessité d’établir une double *mens rea* : l’une de connaissance quant à la fausseté du document, l’autre d’intention quant à l’usage qui sera fait de ce document.

[16] Dans le cas qui nous occupe, les éléments matériels de l’interdiction prévue à l’article 45 sont simples, soit la signature d’un document que le signataire sait ou devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur. L’interdiction exige une *mens rea* de connaissance quant à la fausseté ou au caractère trompeur du document, sans plus. Elle se limite, en ce qui a trait à ses éléments matériels, au seul fait et geste de signer un tel document. Contrairement à ce qu’ont cru le juge et le délégué qui fut le premier à décider la question, l’article 45 ne crée pas une infraction de fabrication d’un faux document avec l’intention qu’il soit utilisé au préjudice de quelqu’un. Le faux document peut avoir été fabriqué par quelqu’un d’autre. Ce que cet article reproche au syndic comme faute disciplinaire et non criminelle, c’est de l’avoir signé.

[17] La méprise du juge quant à la nature de l’interdiction l’a inexorablement amené à se méprendre quant à la *mens rea* requise par l’article 45 en exigeant la preuve que le syndic « avait l’intention de confectionner un document faux ou trompeur » : voir le

He also erred as to the very nature of the knowledge necessary to establish a breach of section 45.

[18] The appellant properly stated that the words “know, or reasonably ought to know, is false or misleading” of section 45 establish an objective test for determining the knowledge that the trustee has of the false or misleading nature of the document: on the meaning of these words in terms of fault, see *Canada (Attorney General) v. Gates*, [1995] 3 F.C. 17 (C.A.), at pages 19 and 20; Gisèle Côté-Harper and Jean Turgeon, *Droit pénal canadien*, 3rd ed., Supplement, Yvon Blais, 1994, pages 63 to 65. Contrary to what the Judge stated at paragraph 39 of his reasons, these words do not in themselves eliminate the trustee’s knowledge: to the contrary, they assign knowledge that is not there but that, under the circumstances, it would be reasonable for the trustee to have.

[19] In fact, the knowledge that a person has of something may be actual or implied. It is actual when, for example, the person knows what is in a parcel because that person placed it there. It is implied when, even though the person has no knowledge of what the package contains, the person is nevertheless deemed to know, either as a result of wilful blindness, or because a reasonable person in the same circumstances would have known it. While implied knowledge as a result of wilful blindness refers to the accused’s state of mind, implied knowledge as a result of objective *mens rea* “is not concerned with what was actually in the accused’s mind, but with what should have been there, had the accused proceeded reasonably”: see *R. v. Creighton*, [1993] 3 S.C.R. 3, at page 58.

[20] Further, by referring to the “trustee’s intent in signing a document that he knows or reasonably ought to know is false or misleading” (emphasis added), confusion and ambiguity are cast over an explicit and clear provision: at paragraph 39 [of the Federal Court judgment].

[21] In short, section 45 has two tests, one subjective (if the trustee knows), the other objective (if the trustee reasonably ought to know), to establish the knowledge that the signatory of the document has of the false or

paragraphe 40 de ses motifs. Il s’est aussi trompé quant à la nature même de la connaissance nécessaire pour établir une violation de l’article 45.

[18] L’appelant a raison lorsqu’il affirme que les termes « devrait raisonnablement savoir être faux ou trompeur » de l’article 45 établissent un test objectif pour la détermination de la connaissance que le syndic a de la fausseté ou du caractère trompeur du document : sur la signification de ces termes par rapport à la faute, voir *Canada (Procureur général) c. Gates*, [1995] 3 C.F. 17 (C.A.), aux pages 19 et 20; Gisèle Côté-Harper et Jean Turgeon, *Droit pénal canadien*, 3^e éd., supplément, Yvon Blais, 1994, pages 63 à 65. Contrairement à ce qu’énonce le juge au paragraphe 39 de ses motifs, ces termes n’éliminent pas en soi la connaissance du syndic : au contraire, ils lui en prêtent une qu’il n’a pas, mais que, dans les circonstances, il était raisonnable pour lui d’avoir.

[19] De fait, la connaissance qu’une personne a d’une chose peut être actuelle ou imputée. Elle est actuelle lorsque, par exemple, elle connaît le contenu d’un colis parce que c’est elle-même qui l’y a placé. Elle est imputée lorsque, bien qu’elle ne connaît pas le contenu dudit colis, elle est néanmoins réputée le connaître, soit par suite de son aveuglement volontaire, soit parce qu’une personne raisonnable dans les mêmes circonstances l’aurait connu. Alors que la connaissance imputée par suite de l’aveuglement volontaire réfère à l’état d’esprit de l’accusé, celle imputée par le jeu de la responsabilité objective « n’a rien à voir avec ce qui s’est passé effectivement dans l’esprit de l’accusé, mais concerne ce qui aurait dû s’y passer si ce dernier avait agi raisonnablement » : voir *R. c. Creighton*, [1993] 3 R.C.S. 3, à la page 58.

[20] De plus, parler de « [l]’intention du syndic de savoir ou de devoir raisonnablement savoir lorsqu’il signe un document faux ou trompeur » (je souligne) revient à revêtir de confusion et d’ambiguïté une disposition explicite et claire : au paragraphe 39 [de la décision de la Cour fédérale].

[21] En somme, l’article 45 reconnaît deux tests, l’un subjectif (s’il sait), l’autre objectif (s’il devrait raisonnablement savoir), pour établir la connaissance que le signataire du document a du caractère faux ou

misleading nature of this document. It is sufficient to satisfy either of these tests. There will be evidence of a breach of the prohibition under section 45 if the prosecutor establishes that:

(a) the trustee that is prosecuted signed the document at issue;

(b) this document was false, i.e. contrary to the truth, or misleading, i.e. misguiding; and

(c) the trustee knew it, or reasonably ought to have known it.

[22] Contrary to what I initially believed on reading the respondent's memorandum of fact and law, the respondent does not deny the existence of these two tests, subjective and objective, or the fact that one or the other could be applied to establish the trustee's knowledge.

[23] The exchange that took place at the hearing between the members of the panel and the respondent's counsel made it possible to offer particulars on the respondent's argument regarding *mens rea* under section 45.

[24] The respondent based his arguments on the use of the words "false" or "misleading" found in section 45. Initially, the respondent's counsel argued that these words used by Parliament necessarily involved, implicitly, an intention to deceive. Following an exchange with the Court, he referred to a risk of causing prejudice.

[25] If the required *mens rea* is not specified in the text of section 45 and if the words were not those of reasonable objectivity "reasonably ought to know", the argument could have merit. But since section 45 establishes objective responsibility, we cannot require that the trustee have an intention to deceive by signing the document since he did not know it was false. The intent to deceive necessarily refers to the trustee's state of mind while objective responsibility "is not concerned with what was actually in the [trustee's] mind, but with what should have been there, had the accused proceeded reasonably": *R. v. Creighton*, above, at page 58. In other words, the requirement for an intent to

trompeur de ce document. Il suffit de satisfaire l'un ou l'autre de ces deux tests. La preuve d'une violation de l'interdiction prévue à l'article 45 sera faite si le poursuivant établit :

a) que le syndic qui est poursuivi a signé le document en litige;

b) que ce document était faux, c'est-à-dire contraire à la vérité, ou trompeur, c'est-à-dire qui induit en erreur; et

c) que le syndic soit le savait, soit aurait dû raisonnablement le savoir.

[22] Contrairement à ce que j'avais initialement cru à la lecture du mémoire des faits et du droit de l'intimé, ce dernier ne nie pas l'existence des deux tests, subjectif et objectif, ainsi que le fait que l'un ou l'autre puisse être appliqué pour établir la connaissance du syndic.

[23] L'échange qui a eu lieu lors de l'audition entre les membres de la formation et le procureur de l'intimé a permis d'apporter des précisions quant à l'argument que l'intimé soulève par rapport à la *mens rea* de l'article 45.

[24] L'intimé fonde son argument sur l'emploi des mots « faux » ou « trompeur » que l'on retrouve dans l'article 45. Initialement, le procureur de l'intimé a soutenu que ces mots employés par le législateur emportaient nécessairement, d'une manière implicite, une intention de tromper. Suite à des échanges avec la Cour, il a parlé d'un risque de causer un préjudice.

[25] Si la *mens rea* requise n'était pas précisée dans le texte même de l'article 45 et si ce n'était des termes de responsabilité objective « devrait raisonnablement savoir », l'argument pourrait avoir du mérite. Mais comme l'article 45 établit une responsabilité objective, on ne peut exiger du syndic qu'il ait une intention de tromper en signant le document puisqu'il ne sait pas qu'il est faux. L'intention de tromper réfère nécessairement à l'état d'esprit du syndic alors que la responsabilité objective « n'a rien à voir avec ce qui s'est passé effectivement dans l'esprit [du syndic], mais concerne ce qui aurait dû s'y passer si ce dernier avait agi raisonnablement » : *R. c. Creighton*, précité, à la page

deceive is inconsistent with the words “reasonably ought to know” of section 45. It has the effect of rendering them inoperative.

[26] As for the requirement of a risk of causing prejudice, this is still satisfied, independent of the notions of fault or *mens rea*, since a false or misleading document, by definition, risks causing prejudice. The risk is borne of the false or misleading nature of the document, whether or not the signatory signed it intentionally, aware of its nature, without concern for it or without knowing it.

[27] In my opinion, the first ground of appeal of the Attorney General of Canada must be allowed.

(b) The Judge’s alleged error regarding the legal status of a trustee’s time sheets

[28] It is accepted that the concept of “estate ... documents” appearing at subsection 26(2) of the Act is not defined in the Act or in the Rules.

[29] The appellant acknowledges that the trustee’s time sheets are not expressly mentioned in subsection 26(2) as part of the estate documents. He also admits that they are not included in the terms “books and records” of subsection 26(1).

[30] But he contends that they are implicitly included under subsection 26(2) since, according to subsection 26(1), the trustee must keep a copy of “all such other matters or proceedings as may be necessary to give a complete account of his administration of the estate.” In his opinion, the trustee’s time sheets are documents which are used to “give a complete account of his administration of the estate” within the meaning of section 26 of the Act.

[31] The appellant also calls to his aid Directive No. 7, above, which states [at paragraph 5] that “[t]he books, records and documents pertaining to the administration of the estate ... are the documents generated for or by the trustee reflecting his decisions and actions in the administration (trustee’s own administration file).” In short, the Directive refers to the trustee’s administration file.

58. En d’autres termes, l’exigence d’une intention de tromper est incompatible avec les termes « devrait raisonnablement savoir » de l’article 45. Elle a pour effet de les rendre inopérants.

[26] Quant à l’exigence d’un risque de causer un préjudice, celle-ci est toujours satisfaite, indépendamment des notions de faute ou de *mens rea*, puisqu’un document faux ou trompeur, par définition, risque de causer un préjudice. Le risque naît du caractère faux ou trompeur du document, que son signataire l’ait signé intentionnellement, en connaissance de son caractère, sans s’en soucier ou sans le savoir.

[27] À mon avis, le premier motif d’appel du procureur général du Canada doit être accueilli.

b) l’erreur alléguée du juge quant au statut légal des feuilles de temps d’un syndic

[28] Il est acquis que le concept de « documents de l’actif » qui apparaît au paragraphe 2 de l’article 26 de la Loi n’est ni défini dans celle-ci, ni dans les Règles.

[29] L’appelant reconnaît que les feuilles de temps du syndic ne sont pas expressément mentionnées au paragraphe 26(2) comme faisant partie des documents de l’actif. Il admet également qu’elles n’entrent pas dans les vocables « livres et registres » du paragraphe 26(1).

[30] Mais il soutient qu’elles font implicitement partie du paragraphe 26(2) puisque, selon le paragraphe 26(1), le syndic doit garder une copie de « toutes autres matières ou procédures qui peuvent être nécessaires pour fournir un aperçu complet de son administration de l’actif ». Or, selon lui, les feuilles de temps du syndic sont des documents qui permettent de « fournir un aperçu complet de son administration de l’actif » au sens de l’article 26 de la Loi.

[31] L’appelant appelle aussi à sa rescousse la Directive No. 7, précitée [au paragraphe 5], laquelle précise que « [l]es livres, registres et documents de l’actif [...] sont les documents produits pour ou par le syndic durant sa propre administration pour justifier ses décisions et démarches (le dossier d’administration du syndic) ». En somme, la Directive réfère au dossier d’administration du syndic.

[32] Paragraph 6 of the Directive sets out what this file will generally contain. The brief list ends with the words “as well as the supporting documents for the various disbursements.” According to the appellant, the time sheets are supporting documents for the various disbursements. They are useful for the taxation of fees, the discharge of the trustee and all subsequent reviews.

[33] While these documents are useful for the above-mentioned purposes, the appellant acknowledges that they are also neither mandatory nor necessary. In fact, first, a trustee is not bound by law to keep time sheets. Second, rather than claiming payment based on an hourly rate, the trustee may request the statutory compensation of 7½ percent provided under subsection 39(2) of the Act.

[34] In this context, it is difficult to identify a rational basis for this position of the appellant where a disciplinary offence would be committed by a trustee who keeps time sheets, has his fees taxed accordingly, is discharged and then disposes of it, while a trustee who does not keep time sheets and claims overall fees higher than the statutory remuneration would not be committing any offence.

[35] I agree with the respondent’s counsel that the taxation mechanism for the statement of receipts and disbursements by the Court, which contains the trustee’s fees, provides sufficient guarantees to prevent abuse which, it would appear, would dissuade the disciplinary offence: see subsection 61(2) of the Rules. Trustees who cannot adequately justify their fees risk having them refused or reduced by the Court pursuant to subsection 39(5) of the Act: see *Scott (Syndic de)*, [2001] J.Q. No. 8490 (Sup. Ct.) (QL); *Brosseau (Syndic) (Re)*, 2006 QCCS 5369; and *Airobec inc. (Syndic de)*, 2007 QCCS 3231.

[36] Creditors are still entitled to contest the fees on receipt of a copy of the taxed statement which must be sent to them pursuant to section 152 [as am. by S.C. 1992, c. 1, s. 20; c. 27, s. 55] of the Act.

[37] In the absence of an express provision requiring it or a provision that is sufficiently explicit and

[32] Le paragraphe 6 de la Directive énumère en quoi consistera généralement ce dernier. La courte liste énumérative se termine par les mots « ainsi que les pièces justificatives pour les divers déboursés ». Selon l’appelant, les feuilles de temps constituent des pièces justificatives pour les divers déboursés. Elles sont utiles pour la taxation des honoraires, la libération du syndic et toute révision subséquente.

[33] Si ces pièces sont utiles aux fins ci-auparavant mentionnées, l’appelant reconnaît qu’elles sont à la fois ni obligatoires, ni nécessaires. De fait, un syndic n’est pas, d’une part, législativement contraint de tenir des feuilles de temps. D’autre part, plutôt que de réclamer paiement selon un tarif horaire, il peut demander la rémunération de 7½ pour cent prévue au paragraphe 39(2) de la Loi.

[34] Dans ce contexte, il est difficile de voir un fondement rationnel à cette position de l’appelant selon laquelle commet une infraction disciplinaire le syndic qui tient des feuilles de temps, fait taxer ses honoraires en conséquence, obtient sa libération et en dispose par la suite alors que ne commet aucune infraction celui qui n’en tient pas et réclame des honoraires globaux supérieurs à la rémunération prévue par la loi.

[35] Je suis d’accord avec le procureur de l’intimé que le mécanisme de taxation du relevé des recettes et des déboursés par la Cour, lequel contient les honoraires du syndic, offre des garanties suffisantes pour prévenir les abus que, semble-t-il, voudrait dissuader l’infraction disciplinaire : voir le paragraphe 61(2) [des Règles]. Le syndic qui ne peut adéquatement justifier ses honoraires encourt le risque de se les voir refuser ou diminuer par la Cour en vertu du paragraphe 39(5) de la Loi : voir *Scott (Syndic de)*, [2001] J.Q. n° 8490 (C.S.) (QL); *Brosseau (Syndic) (Re)*, 2006 QCCS 5369; et *Airobec inc. (Syndic de)*, 2007 QCCS 3231.

[36] Il est aussi toujours loisible aux créanciers de contester les honoraires sur réception d’une copie du relevé taxé qui doit leur être envoyée en vertu de l’article 152 [mod. par L.C. 1992, ch. 1, art. 20; ch. 27, art. 55] de la Loi.

[37] En l’absence d’une disposition expresse qui l’exige ou d’une disposition suffisamment explicite et

unequivocal to determine that it was Parliament's intent, we cannot presume that a trustee in bankruptcy has the obligation to keep time sheets, failing which the trustee will face disciplinary sanctions. A disciplinary offence is never presumed to exist, even if disciplinary law accepts that the offence may be framed in broad terms.

[38] Moreover, we must remember that disciplinary law may have grave consequences for an offending licence holder: see *Sheriff v. Canada (Attorney General)*, [2007] 1 F.C.R. 3 (F.C.A.), at paragraphs 31–32; and *Howe v. Institute of Chartered Accountants of Ontario* (1994), 19 O.R. (3d) 483 (C.A.).

[39] Trustees in bankruptcy, acting professionally and concerned about complying with the Act and the Rules, must be able to reasonably identify and be aware of the disciplinary restraints they are subject to so that they are able to comply with the Act. For the purposes of the obligation provided under section 68 of the Rules, the appellant is invoking a broad and far-reaching definition of the concept of “estate documents” which, in regard to the time sheets, was not accepted in *Cochard v. Cochard* (2004), 7 C.B.R. (5th) 73, where, at paragraph 49, Madam Justice Veit of the Alberta Court of Queen's Bench determined that they were not “records required to be produced under s. 26”. To accept the appellant's position would require that the concept be stretched to the point of weakening it in order to definitively create, judicially, a disciplinary offence, through interpretative meandering. Our Court does not have this power. Parliament is free to do so if it so desires and if it clearly expresses this meaning.

[40] For these reasons, I would dismiss the appellant's second ground of appeal. This now leads me to consider the merits of the cross-appeal.

Analysis of the Judge's decision and the grounds of the cross-appeal

[41] Setting aside the delegate's decision, we bear in mind that the Judge determined that the failure to obtain the prior permission of the inspectors to do one of the things provided under section 30 of the Act was a disciplinary offence. I believe that it is worthwhile to refer to the three counts.

non équivoque pour conclure que c'était là l'intention du législateur, on ne peut présumer d'une obligation pour un syndic de faillite, sous peine de sanction disciplinaire, de conserver ses feuilles de temps. L'existence d'une infraction disciplinaire ne se présume pas, même si le droit disciplinaire accepte que l'infraction puisse être couchée en des termes larges.

[38] En outre, il ne faut pas oublier que le droit disciplinaire peut être lourd de conséquences pour un titulaire de licence qui l'enfreint : voir *Sheriff c. Canada (Procureur général)*, [2007] 1 R.C.F. 3 (C.A.F.), aux paragraphes 31 et 32; et *Howe v. Institute of Chartered Accountants of Ontario* (1994), 19 O.R. (3d) 483 (C.A.).

[39] Un syndic de faillite, qui agit professionnellement et qui est soucieux de respecter la Loi et les Règles, doit pouvoir être en mesure de raisonnablement identifier et connaître les prohibitions de nature disciplinaire qui s'appliquent à lui de manière à pouvoir se conformer à la Loi. Pour les fins de l'obligation prévue à l'article 68 [des Règles], l'appelant se réclame d'une définition large et tentaculaire du concept de « documents de l'actif » qui, en ce qui a trait aux feuilles de temps, n'a pas trouvé preneur dans l'affaire *Cochard v. Cochard* (2004), 7 C.B.R. (5th) 73 où, au paragraphe 49 la juge Veit de la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta conclut qu'elles ne sont pas des « documents dont l'article 26 exige la production ». Accepter la position de l'appelant requiert d'étirer le concept au point de l'étioler pour pouvoir en définitive créer judiciairement, par des dédales interprétatifs, une infraction disciplinaire. Notre Cour ne dispose pas de ce pouvoir. Libre au législateur de le faire s'il le désire et de s'exprimer clairement en ce sens.

[40] Pour ces motifs, je rejetterais le deuxième motif d'appel de l'appelant. Ceci m'amène maintenant à considérer le mérite de l'appel incident.

Analyse de la décision du juge et des motifs de l'appel incident

[41] Infirmant la décision du délégué, on se rappellera que le juge a conclu que le défaut d'obtenir la permission préalable des inspecteurs pour poser un des gestes prévus à l'article 30 de la Loi constituait une infraction disciplinaire. Je crois qu'il est utile de reproduire les trois chefs d'accusation.

[42] These counts read as follows:

[TRANSLATION]

Offence #2

The trustee did not obtain the inspectors' permission to sell accounts receivable to Isomur and accept in consideration a sum of money payable at a future time, thereby contravening paragraphs 30(1)(a) and (f) of the Act.

Offence #3

The trustee did not obtain the inspectors' approval to employ counsel to file a motion to recover funds against Isomur and Mr. Rivard and Mr. Genest, thereby contravening paragraph 30(1)(e) of the Act.

Offence #4

The trustee did not obtain the inspectors' approval to compromise the claim for \$15,000, plus interest and the scheduled indemnity, made by the estate against Isomur pursuant to the judgment of January 4, 1995, thereby contravening paragraph 30(1)(i) of the Act.

On reading this, we see the allegation that section 30 was breached.

[43] Section 30 is entitled "Powers exercisable by trustee with permission of inspectors" (emphasis added). The introductory words of this section read: "The trustee may, with the permission of the inspectors" (emphasis added).

[44] Section 30 is a provision which confers on the trustee the discretion to carry out certain operations or transactions. The provision defines the subjects of these operations or transactions as well as the conditions for exercising these powers. For example, the trustee may "carry on the business of the bankrupt, in so far as may be necessary for the beneficial administration of the estate of the bankrupt": paragraph 30(1)(c). Exercising this power requires an appreciation of the need to operate the business under the circumstances.

[45] One of the preconditions for exercising the discretionary power applicable to each of the operations contemplated under section 30, is to obtain the inspectors' permission. Further, aside from the inspectors' permission, exercising the powers conferred under paragraphs 30(1)(a),(e),(f) and (l) requires an additional intervention by the inspectors.

[42] Ceux-ci sont ainsi formulés :

Infraction #2

Le syndic n'a pas obtenu la permission des inspecteurs pour vendre les comptes à recevoir à Isomur et accepter comme contre-partie une somme d'argent payable à une date future, contrevenant ainsi aux alinéas 30(1)a) et f) de la Loi.

Infraction #3

Le syndic n'a pas obtenu la permission des inspecteurs pour employer un avocat pour déposer une requête en recouvrement de deniers contre Isomur et messieurs Rivard et Genest, contrevenant ainsi à l'alinéa 30(1)e) de la Loi.

Infraction #4

Le syndic n'a pas obtenu la permission des inspecteurs pour transiger sur la réclamation de 15 000,00 \$, plus les intérêts et l'indemnité prévue, faite par l'actif contre Isomur suite au jugement le 4 janvier 1995, contrevenant ainsi à l'article 30(1)i) de la Loi.

À la lecture, on y voit le reproche d'avoir contrevenu à l'article 30.

[43] L'article 30 est intitulé « Pouvoirs du syndic avec la permission des inspecteurs » (je souligne). Le texte liminaire de cet article se lit (et je souligne) : « Avec la permission des inspecteurs, le syndic peut ».

[44] L'article 30 est une disposition qui confère au syndic une discrétion d'effectuer certaines opérations ou transactions. La disposition définit les sujets de ces opérations ou transactions ainsi que les conditions d'exercice de ces pouvoirs. Par exemple, il peut « continuer le commerce du failli, dans la mesure où la chose peut être nécessaire pour la liquidation avantageuse de l'actif » : alinéa 30(1)c). L'exercice de ce pouvoir requiert une appréciation de la nécessité d'opérer le commerce dans les circonstances.

[45] L'une de ces conditions préalables à l'exercice du pouvoir discrétionnaire et applicables à chacune des opérations prévues à l'article 30 consiste à obtenir la permission des inspecteurs. Qui plus est, outre la permission des inspecteurs, l'exercice des pouvoirs conférés aux alinéas 30(1)a),(e),(f) et l) requiert une intervention additionnelle des inspecteurs.

[46] In the case of paragraph 30(1)(a), it is also necessary to obtain the inspectors' approval in regard to the price or consideration of the sale or disposal of the bankrupt's property.

[47] Paragraph 30(1)(e) requires additional approval from the inspectors to have counsel undertake any matter other than taking proceedings.

[48] While a trustee, with the inspectors' permission, may accept as consideration for the sale of any property of the bankrupt a sum of money payable at a future time, this power can only be exercised "subject to such stipulations as to security and otherwise as the inspectors think fit": see paragraph 30(1)(f).

[49] Finally, according to paragraph 30(1)(l), the bankrupt can only be appointed to aid in administering the estate "in such manner and on such terms as the inspectors may direct."

[50] Section 30 of the Act confers a significant power on inspectors. We can see it in the role and functions assigned to them under subsections 120(3) and (4) of the Act. To use the expression of Professor Paul-Émile Bilodeau in his work entitled *Précis de la faillite et de l'insolvabilité*, 2nd ed., Brossard, Qué.: CCH, 2004, at page 53, referring to *Feldman, Re* (1932), 13 C.B.R. 313 (Ont. S.C.) and *Keddy Motor Inns Ltd. (Re)* (1999), 181 N.S.R. (2d) 120 (S.C.), [TRANSLATION] "the inspectors are the governing authority in bankruptcy administration." In *Bryant Isard & Co., Re* (1923), 4 C.B.R. 41, at page 48, Mr. Justice Fisher of the Supreme Court of Ontario wrote:

Inspectors stand in a fiduciary relation to the general body of creditors and should perform their duties impartially and in the interests of the creditors who appoint them. They should see that the trustee acts in accordance with the *Bankruptcy Act*...

See also *Bennett on Bankruptcy*, 9th ed., Toronto: CCH Canadian, 2006, at pages 322-323, L. W. Houlden *et al.*, *The 2007 Annotated Bankruptcy and Insolvency Act*, Toronto: Thomson Carswell, 2006, at pages 556-557.

[46] Dans le cas de l'alinéa 30(1)a), il est nécessaire également d'obtenir l'approbation des inspecteurs quant au prix ou à la contrepartie de la vente ou de l'aliénation des biens du failli.

[47] L'alinéa 30(1)e) exige une approbation additionnelle des inspecteurs pour qu'un avocat entreprenne toute affaire autre que celle d'engager des procédures.

[48] Alors qu'un syndic, avec la permission des inspecteurs, peut accepter, comme contrepartie pour la vente d'un bien du failli, une somme d'argent payable à une date future, ce pouvoir ne peut s'exercer que « sous réserve des stipulations que les inspecteurs jugent convenables quant à la garantie ou à d'autres égards » : voir l'alinéa 30(1)f).

[49] Enfin, selon l'alinéa 30(1)l), la nomination du failli comme aide à l'administration de l'actif non seulement se fait avec la permission des inspecteurs, mais également « de la manière et aux conditions que les inspecteurs peuvent ordonner ».

[50] L'article 30 de la Loi confère aux inspecteurs un pouvoir important. On peut le voir par le rôle et les fonctions qui leurs sont attribués par les paragraphes 120(3) et (4) de la Loi. Pour utiliser l'expression du professeur Paul-Émile Bilodeau dans son ouvrage intitulé *Précis de la faillite et de l'insolvabilité*, 2^e éd., Brossard, Qué. : CCH, 2004, à la page 53, citant les arrêts *Feldman, Re* (1932), 13 C.B.R. 313 (C.S. Ont.) et *Keddy Motor Inns Ltd. (Re)* (1999), 181 N.S.R. (2d) 120 (C.S.), « les inspecteurs sont l'autorité gouvernante en matière d'administration d'une faillite ». Dans l'affaire *Bryant Isard & Co., Re* (1923), 4 C.B.R. 41, à la page 48, le juge Fisher de la Cour suprême de l'Ontario écrivait :

[TRANSLATION] La relation entre les inspecteurs et l'ensemble des créanciers est d'ordre fiduciaire, en sorte que les inspecteurs doivent s'acquitter de leurs obligations avec impartialité et dans l'intérêt des créanciers qui les ont nommés. Ils doivent veiller à ce que les syndics se conforment à la *Loi de faillite* [...]

Voir aussi *Bennett on Bankruptcy*, 9^e éd., Toronto : CCH Canadian, 2006, aux pages 322-323, L. W. Houlden *et al.*, *The 2007 Annotated Bankruptcy and Insolvency Act*, Toronto : Thomson Carswell, 2006, aux pages 556-557.

[51] In short, the inspectors are an important mechanism in the administration of a bankrupt's estate. Parliament wanted them to be responsible for ensuring the sound administration of the estate to the benefit to the body of creditors. On this point, the author Bennett, above, writes at page 322:

The inspectors are the supervisors of the trustee, and it is their function to instruct the trustee to take whatever steps they consider appropriate to protect the estate and the creditors. The inspectors are statutory officials appointed under subsection 116(1) of the Act to represent the creditors. They must act independently of the trustee.

It is from this perspective of immediate and ongoing control of a trustee's administration that the powers were conferred on the inspectors under section 30 of the Act.

[52] Naturally, the issue of the validity of the things done by the trustee is raised when the conditions for exercising these powers, including, *inter alia*, obtaining the inspectors' permission, are not respected. As the respondent's counsel submitted, more than 60 years of consistent case law from the courts has confirmed at civil law the validity of the things done without the prior permission of inspectors and the absence of inspectors' permission cannot be raised as a defence: see *Brown v. Gentleman*, [1971] S.C.R. 501, at page 511; *Cie du Trust National Ltée v. Louida Payeur Inc. (Syndic)*, [1989] R.J.Q. 1769 (C.A.), at page 1774; *Pratchler Agro Services Inc. (Trustee of) v. Cargill Ltd.* (1999), 11 C.B.R. (4th) 107 (Sask. Q.B.), at page 109; *Canadevim ltée (Syndic de)*, [2005] J.Q. No. 12638 (Sup. Ct.) (QL); and *Graphicshoppe Ltd. (Re)* (2005), 78 O.R. (3d) 401, at paragraph 24 where the Court of Appeal of Ontario refers to 1923 and 1929 decisions.

[53] According to this case law, the trustee who does not first obtain the inspectors' permission engages his personal liability if exercising the power should prejudice a third party. The appellant submits that in assigning personal liability to the trustee, the civil law recognizes a civil fault and that it would therefore not be inconsistent to juxtapose it with a disciplinary fault.

[54] He contends that subsection 14.01(1) of the Act, specifically the terms "has not fully complied with this

[51] En somme, les inspecteurs sont un rouage important de l'administration de l'actif d'un failli par un syndic. Le législateur a voulu qu'ils soient chargés de veiller à ce qu'il y ait une saine administration de l'actif au profit de la masse des créanciers. Sur ce point, l'auteur Bennett, précité, écrit à la page 322 :

[TRADUCTION] Les inspecteurs sont les superviseurs du syndic, et il entre dans leurs attributions de donner instruction au syndic de prendre toute mesure qu'ils jugent indiquée pour protéger l'actif ainsi que les créanciers. Ils exercent une charge légale et sont nommés en vertu du paragraphe 116(1) de la Loi pour représenter les créanciers. Ils doivent agir de façon indépendante du syndic.

C'est dans cette perspective d'un contrôle immédiat et continu de l'administration d'un syndic que s'inscrivent les pouvoirs qu'ils se sont vus conférés à l'article 30 de la Loi.

[52] Naturellement s'est soulevée la question de la validité des actes posés par le syndic si les conditions d'exercice de ces pouvoirs, dont, entre autres, celle d'obtenir la permission des inspecteurs, ne sont pas respectées. Depuis plus de 60 ans, comme le soumet le procureur de l'intimé, une jurisprudence constante des tribunaux a confirmé au plan du droit civil la validité de l'acte posé sans la permission préalable des inspecteurs et que l'absence de permission des inspecteurs ne peut être invoquée comme moyen de défense : voir *Brown c. Gentleman*, [1971] R.C.S. 501, à la page 511; *Cie du Trust National Ltée c. Louida Payeur Inc. (Syndic)*, [1989] R.J.Q. 1769 (C.A.), à la page 1774; *Pratchler Agro Services Inc. (Trustee of) v. Cargill Ltd.* (1999), 11 C.B.R. (4th) 107 (B.R. Sask.), à la page 109; *Canadevim ltée (Synici de)*, [2005] J.Q. n° 12638 (C.S.) (QL); et *Graphicshoppe Ltd. (Re)* (2005), 78 O.R. (3d) 401, au paragraphe 24 où la Cour d'appel d'Ontario réfère à des décisions de 1923 et 1929.

[53] Selon cette jurisprudence, le syndic qui n'obtient pas au préalable la permission des inspecteurs engage sa responsabilité personnelle si l'exercice du pouvoir résulte en un préjudice à autrui. L'appelant soumet qu'en reconnaissant au syndic une responsabilité personnelle, le droit civil reconnaît une faute civile et qu'il n'est alors pas incompatible d'y juxtaposer une faute disciplinaire.

[54] Il soutient que le paragraphe 14.01(1) de la Loi, plus particulièrement les termes « lorsqu'il n'a pas

Act, the General Rules, directives of the Superintendent” (emphasis added) found therein, is the source of the disciplinary fault and the justification for prosecutions of this nature. With respect for the contrary opinion, I believe he is correct.

[55] I must point out that civil fault giving rise to civil liability does not result from the failure to obtain the inspector’s permission, as the appellant’s position would suggest, but rather from wrongfully exercising the power, thereby causing prejudice to a third party.

[56] In any event, by making the trustee personally liable, the courts developed a corresponding appropriate civil remedy to this assignment of powers under section 30 when, for one reason or another, the inspectors’ permission was not first obtained.

[57] But it is well known that the civil law does not rule out disciplinary, criminal or penal law. A civil sanction may be supplemented by a disciplinary sanction.

[58] Section 14.01 of the Act confers on the Superintendent a power to investigate as well as the power to take measures to ensure compliance with the Act. Among these measures, there are those imposing conditions or restrictions on a trustee’s licence, suspension and cancellation measures and the option of resorting to conservatory measures under section 14.03 [as enacted by S.C. 1992, c. 27, s. 9; 1997, c. 12, s. 14; 1999, c. 31, s. 18(E)] to protect the estate.

[59] It goes without saying that in regard to property that is perishable or likely to depreciate rapidly in value, a trustee may summarily dispose of it in the interest of the bankrupt’s estate: see section 18 of the Act and also section 19 where, in the event of an emergency, the trustee may, without the inspectors’ permission, take necessary measures to protect the estate.

[60] It is also recognized that transactions made pursuant to section 30 without the prior permission of the inspectors may later be ratified by them: see Albert Bohémier, *Faillite et insolvabilité*, Montréal: Thémis, Volume 1, 1992, at page 777.

observé la présente loi, les Règles générales, les instructions du surintendant » (je souligne) que l’on y retrouve, constitue la source de la faute disciplinaire et la justification pour des poursuites de cette nature. Avec respect pour l’opinion contraire, je crois qu’il a raison.

[55] Je tiens à préciser que la faute civile génératrice de responsabilité civile ne résulte pas, comme le veut la position de l’appelant, du défaut d’obtenir la permission des inspecteurs, mais bien d’un exercice fautif du pouvoir lui-même, lequel exercice, et non l’absence de permission des inspecteurs, cause un préjudice à autrui.

[56] Quoiqu’il en soit, en imposant une responsabilité personnelle au syndic, les tribunaux ont développé un remède civil conséquent et approprié à cette attribution de pouvoirs de l’article 30 lorsque, pour une raison ou une autre, la permission des inspecteurs n’a pas été préalablement obtenue.

[57] Mais il est bien connu que le droit civil ne tient en échec ni le droit disciplinaire, ni le droit criminel ou pénal. Une sanction civile peut se doubler d’une sanction disciplinaire.

[58] L’article 14.01 de la Loi confère au Surintendant un pouvoir d’enquête de même que celui de prendre des mesures pour assurer le respect de la Loi. Parmi ces mesures, on retrouve celles d’imposer des conditions ou des restrictions à la licence d’un syndic, de suspendre ou d’annuler celle-ci, et la possibilité de recourir à des mesures conservatoires en vertu de l’article 14.03 [édicte par L.C. 1992, ch. 27, art. 9; 1997, ch. 12, art. 14; 1999, ch. 31, art. 18(A)] pour sauvegarder l’actif.

[59] Il va de soi qu’à l’égard de biens périssables ou sujets à une dépréciation rapide, un syndic peut disposer de ceux-ci sommairement dans l’intérêt de l’actif du failli : voir l’article 18 de la Loi et aussi l’article 19 où, en cas d’urgence, le syndic peut, sans l’autorisation des inspecteurs, prendre des mesures nécessaires à la protection de l’actif.

[60] Il est aussi reconnu que des transactions faites en vertu de l’article 30 sans l’autorisation préalable des inspecteurs peuvent être ratifiées subséquemment par ces derniers : voir Albert Bohémier, *Faillite et insolvabilité*, Montréal : Thémis, tome 1, 1992, à la page 777.

[61] But can we truly state that a trustee who, repeatedly, even systematically or abusively, exercises the powers of section 30 of the Act without ever obtaining the inspectors' permission is a trustee who is complying with the Act? Can we find that trustees who act this way may continue to do so without the possibility of a review by the Superintendent pursuant to section 14.01 of the Act, because at civil law there is a remedy developed by the courts to protect third parties and the bankrupt's estate against claims resulting from exercising those powers? I believe that, in both cases, the question is asked and answered.

[62] In conclusion, Parliament intended to ensure compliance with the Act and the Rules. To this end, Parliament gave the Superintendent a supervisory role. It invested the Superintendent with the powers necessary to achieve the realization of that mandate through section 14.01. Some of these powers have a disciplinary component and result in measures likely to prompt the offender to observe the Act and the Rules and to comply with them. These measures may be modified and graduated, as the Superintendent free to choose the one most likely to achieve the objective. The Judge was entitled to find that the inspectors' permission was required for the operations described in the three offences alleged against the respondent and to return the matter to the delegate to decide the issue.

[63] For these reasons, I would dismiss the cross-appeal with costs.

Findings on the principal appeal

[64] I would allow the principal appeal with costs and I would set aside in part the judgment of the Federal Court dated November 17, 2006. Proceeding to render the judgment that the Court should have rendered, I would allow with costs the part of the application for judicial review bearing on the interpretation of section 45 [of the Rules] and I would refer the matter to the Court for it to diligently return it to the delegate, Lawrence Poitras, so that, taking into account the reasons of this decision and the judgment of this Court, he can make a new decision regarding the allegations of the following offences:

[61] Mais peut-on vraiment affirmer qu'un syndic qui, d'une manière répétée, voire systématique ou abusive, exercerait les pouvoirs de l'article 30 de la Loi sans jamais obtenir la permission des inspecteurs est un syndic qui observe la Loi? Peut-on conclure que le syndic qui agirait ainsi pourrait continuer de le faire sans possibilité de contrôle de la part du surintendant en vertu de l'article 14.01 de la Loi, parce qu'il existe en droit civil un remède développé par les tribunaux pour protéger les tierces parties et l'actif du failli contre des réclamations découlant de l'exercice de ces pouvoirs? Je crois que, dans les deux cas, poser la question c'est y répondre.

[62] Pour conclure, le législateur a voulu s'assurer que la Loi et les Règles seront respectées. À cette fin, il a confié au surintendant un rôle de supervision. Il l'a investi des pouvoirs nécessaires à la réalisation de ce mandat par le biais de l'article 14.01. Certains de ces pouvoirs revêtent un aspect disciplinaire et débouchent sur des mesures susceptibles d'amener le contrevenant à observer la Loi et les Règles et à s'y conformer. Il existe une possibilité de modulation et de gradation de ces mesures, le surintendant étant investi du libre choix de celle la plus apte à réaliser l'objectif. Le juge a eu raison de conclure que la permission des inspecteurs était requise pour les opérations décrites dans les trois manquements reprochés à l'intimé et de retourner le dossier au délégué pour qu'il adjuge sur la question.

[63] Pour ces motifs, je rejetterais l'appel incident avec dépens.

Conclusions sur l'appel principal

[64] J'accueillerais l'appel principal avec dépens et j'infirmes en partie le jugement de la Cour fédérale rendu le 17 novembre 2006. Procédant à rendre le jugement qu'elle aurait dû rendre, j'accueillerais avec dépens la partie de la demande de contrôle judiciaire portant sur l'interprétation de l'article 45 [des Règles] et je lui retournerais l'affaire pour qu'elle la retourne avec diligence au délégué, M^e Lawrence Poitras, pour qu'il rende, en tenant compte des motifs de la présente décision et du jugement de cette Cour, une nouvelle décision au sujet des allégations de manquements suivantes :

[TRANSLATION]

Jacob bankruptcy:

(1) The trustee signed false and misleading minutes on the conduct of the meeting on October 7, 1999, regarding his confirmation as trustee by the creditors and the failure to indicate that the meeting was suspended to make certain verifications, thereby contravening section 13.5 of the Bankruptcy and Insolvency Act and section 45 of the Rules.

...

(8) The trustee signed a statement of receipts and disbursements indicating that the entire estate had been realized, when he ought reasonably to have known that collection of the proceeds of sale of accounts receivable had not yet been realized, and he then signed an application for discharge supported by an incorrect affidavit, thereby contravening section 13.5, subsections 41(1) and 152(1) of the Act and section 45 and subsection 64(2) of the Rules (subsection 61(2) of the Rules as of April 30, 1998).

(9) The trustee signed a statement of receipts and disbursements indicating that the entire estate had been realized, when he should reasonably have known that realization of the amounts receivable from BCL was not complete, and he then signed an application for discharge supported by an incorrect affidavit, thereby contravening section 13.5, subsections 41(1) and 152(1) of the Act and section 45 and subsection 64(2) of the Rules (subsection 61(2) of the Rules as of April 30, 1998).

[65] I would order the delegate, Lawrence Poitras, to convene a conference call with counsel of the parties within 30 days of the judgment herein, so that a hearing date may be scheduled as soon as possible.

Findings on the cross-appeal

[66] I would dismiss the cross-appeal with costs.

RICHARD C.J.: I concur.

DÉCARY J.A.: I concur.

Dossier de la faillite Jacob :

1) Le syndic a signé un procès-verbal faux et trompeur sur le déroulement de l'assemblée du 7 octobre 1999 quant à sa confirmation à titre de syndic par l'assemblée et à l'omission d'indiquer la suspension de l'assemblée aux fins de procéder à certaines vérifications, contrevenant ainsi à l'article 13.5 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et à la Règle 45.

[...]

8) Le syndic a signé un relevé des recettes et déboursés en indiquant que tout l'actif avait été réalisé alors qu'il devait raisonnablement savoir que la perception du produit de la vente des comptes à recevoir n'était pas encore réalisée et il a ensuite signé une demande de libération appuyée par un affidavit inexact, contrevenant ainsi à l'article 13.5, aux paragraphes 41(1) et 152(1) de la Loi et aux Règles 45 et 64(2) (Règle 61(2) depuis le 30 avril 1998).

9) Le syndic a signé un relevé des recettes et déboursés en indiquant que tout l'actif avait été réalisé alors qu'il devait raisonnablement savoir que la réalisation des sommes à recevoir de BCL n'était pas complétée et il a ensuite signé une demande de libération appuyée par un affidavit inexact, contrevenant ainsi à l'article 13.5, aux paragraphes 41(1) et 152(1) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité et aux Règles 45 et 64(2) (Règle 61(2) depuis le 30 avril 1998).

[65] J'ordonnerais au délégué, M^c Lawrence Poitras de convoquer, dans les 30 jours du jugement à être rendu, une conférence téléphonique avec les procureurs des parties afin que soit fixée une date d'audition dans les meilleurs délais.

Conclusions sur l'appel incident

[66] Je rejetterais l'appel incident avec dépens.

LE JUGE EN CHEF RICHARD : Je suis d'accord.

LE JUGE DÉCARY, J.C.A. : Je suis d'accord.